

OMC : semaine décisive programmée à Genève

Les Etats membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se réuniront la semaine du 26 juin au 3 juillet, à Genève, pour tenter de relancer les négociations commerciales du cycle de Doha, moribond depuis l'accord de Hong Kong de décembre 2005. Pascal Lamy, le directeur général de l'OMC, prévoit une semaine d'intenses pourparlers dans la recherche d'un compromis sur les deux sujets centraux de l'agenda de Doha, l'agriculture et l'ouverture des marchés industriels. Alors que des textes de référence sont en préparation (attendus le 19 juin, ils pourraient être diffusés le 22 ou 23 juin), les divergences entre les Etats membres persistent. Elles concernent en particulier l'accès aux marchés agricoles (*voir Lettre hebdo n°125*). Depuis plusieurs mois les positions des principales parties (Etats-Unis, Union européenne et pays en développement du G20) restent inchangées. Peter Mandelson, le commissaire européen au commerce, semblait prêt à améliorer la proposition européenne d'ouverture des marchés agricoles (*voir Lettre hebdo n°123*), l'un des préalables selon Pascal Lamy à l'obtention d'un accord multilatéral. Cependant, M. Mandelson est soumis à une forte pression interne, un certain nombre d'Etats membres de l'Union européenne refusant toute nouvelle offre sur l'agriculture.

En juillet 2004, près d'un an après l'échec de la conférence ministérielle de Cancun, les Etats membres étaient parvenus à s'entendre sur un accord-cadre au cours d'une semaine de travail à Genève. Certaines délégations et des mouvements de la société civile avaient alors fortement critiqué le manque de transparence du processus de décision.

Coopération : la France lance un plan pour le développement du secteur privé africain

A l'issue du quatrième Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID), le 19 juin à Paris, Dominique de Villepin¹, le Premier ministre français, a annoncé un plan en faveur du développement du secteur privé en Afrique. Selon le communiqué du gouvernement français, ce plan doit « appuyer le développement de plus de 5 000 entreprises africaines et améliorer les conditions de vie de plus de 7 millions de personnes ». Un « plan d'action en faveur des initiatives des migrants installés en France pour le développement de leur pays d'origine » a également été adopté.

Coton : les pays africains appellent à la création d'un fonds pour les producteurs

Réunis les 19 et 20 juin à Ouagadougou, Burkina Faso, à l'occasion d'un séminaire sur le développement des filières coton organisé par la Banque mondiale et l'OMC, les pays producteurs de coton de l'Afrique de l'Ouest et du Centre se sont prononcés en faveur de la création d'un fonds spécial pour les producteurs afin de leur garantir un prix acceptable. Constatant que le prix au producteur a diminué ces dernières campagnes, les ministres africains participant à la réunion ont appelé les Etats-Unis, l'Union européenne et les donateurs multilatéraux à s'investir dans la mise en place de ce fonds. Selon eux, les subventions que les pays riches - et en particulier les Etats-Unis - versent à leurs producteurs de coton entraînent une baisse des prix préjudiciable pour les agriculteurs africains. Rappelons que le C4² demande la suppression des soutiens au secteur cotonnier dans les pays développés dans le cadre des négociations commerciales à l'OMC.

Les pays africains ont également décidé de créer un centre régional de biotechnologie, devant promouvoir la culture du coton transgénique, et de mutualiser les moyens de production d'engrais.

¹ Le CICID, composé des 12 ministres les plus directement concernés par les questions de développement, est présidé par le Premier ministre.

² Le « Cotton For » (C4) est composé du Bénin, du Burkina Faso, du Mali et du Tchad, porteurs de « l'initiative sectorielle en faveur du coton » depuis mai 2003.